

## **CONVENTION DE PARTENARIAT**

*dans le cadre de la lutte contre le harcèlement scolaire*

Entre :

**Le rectorat de l'académie de Nice** dont le siège est situé 53, avenue Cap de Croix, 06100 Nice,  
représenté par Madame La Rectrice, Natacha CHICOT

D'une part,

Et :

**La ville de GRASSE** dont le siège est situé, Place du Petit Puy, 06130 GRASSE, représentée par son Maire  
en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité aux fins des présentes par la délibération n° 2024-  
234 du Conseil Municipal du 10 décembre 2024

D'autre part,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 111-6 et R. 511-13 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 132-7 ;

Vu le décret n° 2023-782 du 16 août 2023 relatif au respect des principes de la République et à la  
protection des élèves dans les établissements scolaires relevant du ministre chargé de l'éducation  
nationale ;

Vu la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 relative à l'application de la règle, aux mesures de prévention  
et aux sanctions ;

### **PREAMBULE**

L'académie de Nice est pionnière dans la lutte contre le harcèlement scolaire. Elle fait partie en  
effet des six académies expérimentatrices du premier programme national « clé en main » de lutte contre  
le harcèlement scolaire mis en place par le ministère de l'éducation nationale à la rentrée scolaire 2019.

Ce programme, devenu le programme pHARe, a été généralisé à toutes les écoles et à tous les  
collèges de l'académie à la rentrée scolaire 2021. Il concerne également tous les lycées depuis la rentrée  
scolaire 2023.

Depuis le 13 novembre 2023 par ailleurs, l'académie de Nice a créé un pôle de lutte contre le harcèlement scolaire, chargé de poursuivre le déploiement du programme pHARe et, plus généralement, de mettre en œuvre le plan interministériel de lutte contre le harcèlement à l'école présenté le 27 septembre 2023 par le Gouvernement, plan sans précédent qui fait de la lutte contre le harcèlement scolaire une priorité nationale.

La ville de Grasse est, de son côté, pleinement investie dans une politique de prévention qui se traduit par l'organisation et la mise en place de plusieurs actions, dont certaines ont vocation à se pérenniser, comme la conférence donnée le 23 septembre 2024 par Nora Tirane Fraisse ou l'action "Copains bienveillants" qui, dès janvier 2025, sensibilisera les élèves de CM2 au respect, au vivre-ensemble et à la réaction face au harcèlement, tout en renforçant leur lien avec la police municipale. En complément, le livre *Bonjoür*, cofinancé par le service Jeunesse et le CLSPD, sera distribué aux CM2 pour les accompagner dans leur passage en 6e avec un chapitre dédié au harcèlement. Le service Jeunesse aborde cette problématique dans ses actions citoyennes, notamment via le Conseil Municipal des Jeunes, tandis que le Programme de réussite éducative, en intervenant auprès des enfants et adolescents des quartiers prioritaires, permet de détecter des situations de harcèlement par des actions ciblées.

La Ville de GRASSE et le rectorat de l'académie de Nice décident de travailler en étroite collaboration dans le domaine de la lutte contre le harcèlement scolaire, qui concerne le premier et le second degré.

La présente convention, qui a vocation à s'étendre à d'autres partenaires, traduit la volonté profonde des parties de collaborer ensemble à l'éradication de ce fléau.

## **CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **Article 1 – Objet de la convention**

L'objet de cette convention est de renforcer la collaboration entre l'académie de Nice et la Ville de GRASSE dans la lutte contre le harcèlement scolaire sous tous ses aspects : sensibilisation, formation, prévention et traitement des situations.

### **Article 2 - Conditions générales d'organisation**

#### **2.1 - Formation**

**Les parties conviennent que la formation des personnels et plus généralement de l'ensemble des acteurs concernés par le harcèlement scolaire constitue le levier majeur de lutte contre ce fléau.**

Afin d'harmoniser les pratiques dans ce domaine, et au regard de l'importance de la détection des situations de harcèlement sur l'ensemble du temps de l'enfant, le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire met à disposition les formateurs académiques pHARe pour intervenir auprès des cadres de la Ville, des gérants des temps périscolaires, des adjoints techniques territoriaux et Atsem qui surveillent les temps de restaurant scolaire et qui interviennent sur l'ensemble des temps périscolaires.

Ces formations sont mises en place tous les ans, en collaboration avec la Ville de GRASSE et selon sa demande. Les conditions financières inhérentes à ces formations sont définies par une annexe qui fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

## 2.2 – Continuité de la prise en charge des situations de harcèlement

Les parties conviennent d'assurer une prise en charge continue et effective sur l'ensemble des temps de vie de l'enfant de la détection et du traitement des situations de harcèlement.

A cette fin, la transmission des informations sur les situations de suspicion de harcèlement scolaire dans les écoles de GRASSE, s'organise comme suit

- En cas de suspicion de harcèlement scolaire :
  - Si la détection a lieu pendant les temps périscolaires (garderie du matin, pause méridienne, périscolaire du soir) : l'information est transmise par le gérant en premier lieu à la direction de l'éducation de la ville de GRASSE puis au directeur de l'école. Ce dernier, en lien avec l'inspecteur de l'éducation nationale de circonscription, traite la situation dans le cadre du programme pHARe et informe la direction de l'éducation de son évolution afin que des décisions concertées puissent être prises le cas échéant.
  - Si la détection est faite pendant le temps scolaire : le traitement se fait dans le cadre du programme pHARe par le directeur de l'école et l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription. L'information sur le traitement de la situation et son évolution est transmise par la direction d'école ou l'inspecteur de l'éducation nationale de circonscription, à la direction de l'éducation qui informera le gérant.

Pour ces cas de suspicion de harcèlement scolaire (prémices), tant sur les temps scolaires que périscolaires, une discrétion absolue devra être observée par l'ensemble des acteurs vis-à-vis des intimidateurs présumés afin de garantir le bon déroulement de la procédure de traitement de la situation.

L'enfant possiblement victime fera l'objet d'attentions concertées entre la direction de l'école et la direction de l'éducation sur les temps périscolaires.

- En cas de harcèlement probable ou avéré : la situation est prise en charge par la direction de l'école et l'inspecteur de l'éducation nationale de circonscription, en lien avec le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire. La direction de l'éducation de la ville de GRASSE est systématiquement informée de toutes les décisions prises.

Lorsque les faits ont lieu durant les temps périscolaires, la direction de l'éducation de la ville de GRASSE prend en charge la situation selon le protocole qu'elle a établi. La direction de l'école est systématiquement informée de toutes les décisions prises.

Un vadémécum commun (Rectorat de Nice – Ville de GRASSE) sera publié sur cette question. Il précisera les modalités de transmission de l'information. Il sera diffusé à tous les acteurs concernés au début du mois de janvier 2025.

## 2.3 - Protection des données à caractère personnel

- Ne peuvent être collectées et traitées que les données strictement nécessaires à la mise en œuvre des actions susvisées. Aucun élément ne peut être transmis sous forme informatique (mail...etc).
- Seules les fiches-papier contenues dans le vadémécum circuleront entre les deux parties. Ces fiches sont soumises aux modalités nécessaires de déclaration de contrôle
- Ces dernières les détruisent trois mois après leur conception.

- Un tableau qui retrace succinctement les situations traitées avec les dates de traitement, mais qui ne contiendra aucun nom, sera toutefois obligatoirement sauvegardé par chacune des deux parties.
- Ainsi, les deux parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement Européen 2016 /679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données (RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et à les faire respecter par leur personnel.

## 2. 4- Actions principales communes

Le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire intègre les actions de prévention proposées par la ville de Grasse auprès des élèves et des familles, dans les actions prévues dans le cadre du programme pHARe.

Les ateliers proposés aux parents, les interventions dans les classes auprès des élèves (qui intègrent les « 10 heures pédagogiques » préconisées par le programme pHARe) tiennent compte des recommandations formulées par le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire. Des temps « d'harmonisation » entre les équipes de la ville de Grasse et celles du pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire sont programmés à cette fin en tant que de besoin.

- **Actions de prévention proposées par la ville de Grasse :**  
Cela concerne notamment les ateliers et réunions d'échanges pour les parents que prévoit organiser la ville de Grasse, qui abordent des sujets tels que les dangers d'internet et des réseaux sociaux, la surexposition aux écrans, la protection des enfants en ligne, le décryptage des emojis, et la communication non violente au sein de la famille. Des ateliers destinés aux familles des écoles et des collèges.
- **Ateliers à destination des parents d'élèves organisés par le rectorat de Nice**  
Le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire organise tous les ans des ateliers à destination des parents d'élèves, en soirée, et dans toutes les circonscriptions de la ville dans le but de sensibiliser et former les parents aux différentes formes de harcèlement et cyberharcèlement scolaires et notamment de leur donner les clés pour le détecter. Ces ateliers ont également pour objectifs de présenter aux parents les modalités de traitement des situations de harcèlement et les conditions d'une collaboration efficace avec eux pour endiguer ce fléau. La direction de l'éducation et la direction de la prévention de la délinquance sont associées à ces moments pour leur organisation et pour l'information des parents d'élèves sur le travail conjoint académie de Nice-ville de Grasse, notamment pour ce qui concerne le traitement et le suivi des situations.

## 2.5 - Autres modalités de collaboration

- **Médiation avec les parents d'élèves :**  
Le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire peut solliciter la direction de l'éducation de la ville de GRASSE pour tenir le rôle de médiateur avec une famille lorsque la relation de confiance entre cette famille et l'école ou l'établissement de la ville est rompue. Les informations nécessaires sur la situation concernée sont alors transmises à la direction de l'éducation dans les conditions rappelées à l'article 2.3.

La direction de l'école participe aux réunions de médiation organisées par la ville lorsque celle-ci lui en fait la demande.

- **Mesures de responsabilisation :**  
Le harcèlement scolaire peut donner lieu au prononcé d'une mesure alternative à l'exclusion scolaire, dénommée « mesure de responsabilisation » Celle-ci est proposée ou prononcée par le chef d'établissement ou par le conseil de discipline à l'élève et à sa famille, au collège et au lycée.

Ces mesures de responsabilisation peuvent s'appuyer sur les propositions de la ville de GRASSE.  
Le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire encourage la conclusion de conventions entre les établissements scolaires (collèges et lycées) et la ville de GRASSE afin de préciser les modalités de mise en œuvre de ces mesures de responsabilisation.

- **Mesures de « rappel à l'ordre » :**

Lorsque les faits portés à sa connaissance en application de la présente convention le justifient, le Maire de Grasse peut procéder à un rappel à l'ordre en application de l'article L. 132-7 du code de sécurité intérieure. Cette décision est portée sans délai à la connaissance de Monsieur l'IA-DASEN du Var et de la direction de l'établissement.

- **Changement d'école :**

L'IA-DASEN des Alpes-Maritimes peut, s'il le juge nécessaire, saisir le Maire de GRASSE pour la mise en œuvre, par ce dernier, de son pouvoir de police administrative en application des dispositions du décret n° 2023-782 du 16 août 2023 relatif au respect des principes de la République et à la protection des élèves dans les établissements scolaires, dans le cadre d'une situation de harcèlement scolaire avérée. Il s'agit de procéder à la radiation de l'élève agresseur de l'école et à son inscription dans une autre école de la commune ou, lorsque les compétences relatives au fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, dans une école du territoire de cet établissement.

### Article 3 : Comité de suivi et d'évaluation

- Un comité de suivi et d'évaluation de la présente convention est composé de :  
Pour l'académie de Nice :

- Délégué académique à la lutte contre le harcèlement scolaire
- Délégué départemental à la lutte contre le harcèlement scolaire
- Chargé de mission académique à la lutte contre le harcèlement scolaire.

Pour la ville de GRASSE :

- La Directrice du service Education et Vie scolaire de la ville de Grasse
- Le cheffe du service jeunesse de la Ville de Grasse
- Le coordonnateur du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

Il se réunit au moins une fois par an afin de préciser les modalités de la mise en œuvre de la présente convention et d'en apprécier les effets. Ces travaux s'appuient sur des indicateurs arrêtés d'un commun accord entre les deux parties à la convention.

Il remet les conclusions de ces travaux à la rectrice de l'académie de Nice et au Maire de GRASSE.

### Article 4 : Durée

- La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature sous réserve du respect des formalités de transmission auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes.
- La durée de cette convention est triennale et renouvelable deux fois par tacite reconduction. La présente convention pourra être modifiée en cours d'exécution, sur l'initiative de l'une ou de l'autre des parties, par voie d'avenant.
- Les parties peuvent toutefois mettre un terme anticipé à la présente convention, sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

#### **Article 5 : Assurance**

- Les dispositions de l'article L.911-4 du Code de l'Education s'appliquent dans le cadre des actions conduites par les services de la Ville de GRASSE. Les élèves demeurent sous la responsabilité de leur enseignant le temps des interventions menées par les agents mandatés par la Ville de GRASSE, les intervenants ne devant jamais rester seuls avec les élèves.
- Pour l'accueil des élèves en mesure de responsabilisation, ces derniers sont sous la responsabilité de l'établissement scolaire d'origine.

#### **Article 6 : litige**

- Pour tout litige, qui résulterait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à toute saisine juridictionnelle, toute voie amiable de règlement du litige.
- En cas d'échec de ces voies de résolution amiable, les parties déclarent donner compétence au Tribunal administratif de Nice.

Fait à GRASSE, le

En deux exemplaires originaux,

**Pour la Ville,**

**Le Maire,**

**Pour l'académie de Nice,**

**La Rectrice,**

**Jérôme VIAUD**  
**Vice-président du Conseil départemental**  
**des Alpes-Maritimes**  
**Président de la Communauté d'Agglomération**  
**du Pays de Grasse**

**Natacha CHICOT**